

Perspectives

N°20/291 – 17 novembre 2020

ÉTHIOPIE – Vers une guerre civile aux conséquences régionales ?

Début novembre 2020, le gouvernement central d'Abiy Ahmed a annoncé avoir mené des opérations militaires contre les autorités de la région du Tigré, au nord du pays. L'armée éthiopienne aurait notamment procédé à des bombardements aériens. Le gouvernement accuse les autorités tigréennes d'avoir voulu attaquer une base de l'armée pour y voler du matériel militaire. Peu d'informations sont disponibles en raison de la coupure des moyens de communication mis en place par le gouvernement, mais des opérations militaires seraient toujours en cours. Cela s'inscrit dans une dynamique plus large que connaît l'Éthiopie, celle d'une fragmentation croissante du pays.



Le contexte

En **1991**, alors que l'Éthiopie est un pays communiste depuis vingt-sept ans, diverses forces locales à composantes ethniques s'allient et font tomber le régime en place. Les forces politiques et militaires tigréennes sont au premier plan de cette lutte et obtiennent une position privilégiée dans le nouveau régime qui se met en place, la République démocratique fédérale d'Éthiopie.

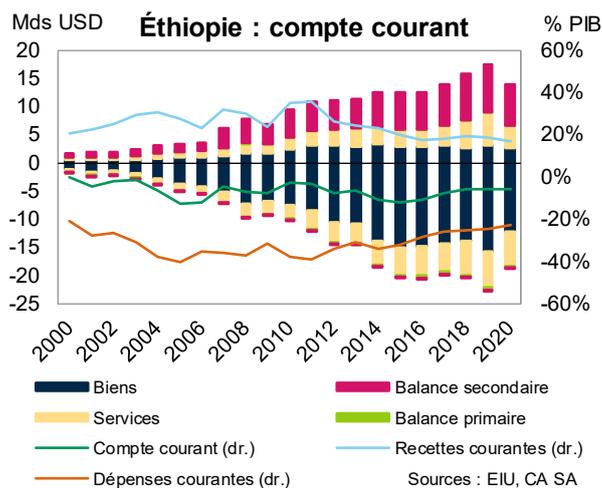
En **2015**, d'importantes manifestations provoquent le premier renouvellement politique en vingt-cinq ans, et la région de 5 millions d'habitants perd le contrôle démesuré qu'elle avait sur l'Éthiopie. Ces changements portent Abiy Ahmed au pouvoir en 2018.

En **2019**, il achève de réorganiser les forces politiques existantes au sein d'un nouveau parti, le *Prosperity Party* (PP), laissant le parti tigréen (TPFL) à la porte du pouvoir. Le nouveau gouvernement se lance dans d'importants procès anti-corruption contre des dirigeants de sociétés publiques, beaucoup d'entre eux Tigréens. La vision pan-éthiopienne du Premier ministre crée également des frictions avec le TPLF qui défend un modèle fédéral et ethnique, permettant l'autonomie du Tigré.

Arrive en **2020**, année d'élections, le coronavirus qui pousse le gouvernement éthiopien à reporter l'ensemble des échéances démocratiques d'au moins un an. Le gouvernement tigréen décide alors de maintenir ses élections en septembre, défiant ouvertement le pouvoir. Abiy Ahmed s'était alors exprimé contre une intervention militaire dans la région.

Pour rappel, l'Éthiopie est au cœur de la région qui, selon le FMI, devrait tirer la croissance de l'Afrique subsaharienne ces cinq prochaines années. En effet, le trio Éthiopie-Kenya-Tanzanie devrait être responsable de 32% de la croissance de la région sur la période. Ces trois pays devraient représenter 17% du PIB de la région en 2025. L'ensemble de la région est néanmoins traversé par des crises sécuritaires qui mettent en danger son développement économique. Faute d'informations sur l'étendue que pourrait à terme avoir les affrontements en Éthiopie, les vulnérabilités externes, en particulier le besoin de financement, semblent être la première source de préoccupation. En effet, le tourisme, déjà lourdement touché par le coronavirus, ne pourrait revenir à la normale en cas de conflit armé prolongé et généralisé sur le territoire éthiopien. En 2018, le tourisme représentait un peu plus de 4% du PIB du pays. Hors revenus de la diaspora, c'est la première source de devises pour l'Éthiopie. À cause du coronavirus, l'Éthiopie est déjà affectée par la faiblesse de ses réserves de change et par une rapide dévaluation de sa monnaie, le birr (-19% face au dollar cette année).

Comme le montre le graphique, l'Éthiopie produit des déficits courants structurels. Cela crée un besoin de financement important, à hauteur de 7% de son PIB ces dernières années. Le pays dépend principalement des IDE, à hauteur de 50% de son besoin de financement avant 2020. En 2020, les aides multilatérales combleront ce besoin. En 2019, le pays a reçu 2,9 milliards de dollars de la part du FMI, notamment en raison du succès de sa lutte contre la corruption, suivis de 411 millions de dollars dans le cadre de la Covid. Le soutien international dont a bénéficié l'administration d'Abiy Ahmed pourrait se tarir en cas de guerre. Par ailleurs, les plans de privatisation censés combler les besoins de financement pourraient être encore repoussés.



La question institutionnelle et ethnique

L'Éthiopie moderne n'a pas encore résolu certaines questions fondamentales quant à son fonctionnement en tant que pays. Existe-t-il une nation éthiopienne ? Les institutions doivent-elles refléter la diversité ethnique du pays ? Fédéralisme ou centralisme ? Ce sont autant de questions qui divisent l'Éthiopie en deux courants non-homogènes. Le régime précédent avait créé des régions à composante ethnique pour finalement exercer un pouvoir très centralisé. Depuis son arrivée au pouvoir, Abiy Ahmed, membre de l'ethnie majoritaire des Oromos, défend la ligne d'une nation éthiopienne. Avec ce conflit armé, il prend le risque de voir diverses factions s'emparer de la crise pour amplifier leurs revendications. En 2020, l'Éthiopie a déjà connu des émeutes, suite au meurtre d'un chanteur oromo. Un conflit militaire faisant des morts des deux côtés créerait un climat de tension inter-ethnique et d'instabilité que le gouvernement serait bien en peine de contrôler.



Les conséquences régionales

L'Érythrée voisine et le TPFL n'ont jamais cessé d'être en conflit et la paix signée par Abiy Ahmed est une des raisons du mécontentement au Tigré. L'inimitié entre ces deux acteurs pourrait rapidement internationaliser le conflit et rouvrir une guerre avec l'Érythrée.

Le **Soudan**, partageant sa frontière avec le Tigré semble déjà recevoir un afflux important de réfugiés fuyant les combats, avec parmi eux des militaires. Alors que le pays se remet difficilement de sa révolution et de la perte des ressources pétrolières du Soudan du Sud, l'instabilité à sa frontière pourrait compliquer son redressement.

En **Somalie**, l'Éthiopie joue un rôle de premier plan dans l'intervention militaire de l'Union africaine, par l'envoi du deuxième plus important contingent (environ 4 400 soldats). Un conflit prolongé en Éthiopie pourrait détourner le pays de cette mission, avec des conséquences sécuritaires possibles au **Kenya** où la menace d'al-Chabab pèse toujours.



Quel accès à la mer pour l'Éthiopie ?

Avec l'indépendance de l'Érythrée en 1993 et la guerre qui a suivi, l'Éthiopie a perdu son accès à la mer et a même dissous sa marine de guerre. La situation sécuritaire en Somalie n'étant pas plus favorable, le pays s'est retrouvé dépendant du port de Djibouti. C'est dans cette logique que la Chine est venue financer une ligne de chemin de fer liant Addis-Abeba à Djibouti. Aujourd'hui, 95% des exportations de l'Éthiopie transitent par ce pays. La paix signée en 2018 avec l'Érythrée aurait dû permettre à l'Éthiopie de retrouver un accès à la mer via le port érythréen de Massawa (il était même prévu que l'Éthiopie reforme sa marine militaire). Cependant, les accords avec l'Érythrée peinent à se concrétiser, rendant la réouverture de la frontière inopérante. Un conflit avec le Tigré repousse encore davantage l'ouverture de ce corridor. Les projets de liens avec Port Soudan et Lamu (projet LAPSET) au Kenya sont donc d'autant plus cruciaux, mais devront bien être financés.



Les forces en présence

De par son rôle dans la guerre contre l'Érythrée – dont le Tigré est frontalier – et le pouvoir qu'il détenait il y a peu, le TPFL et la région du Tigré sont particulièrement bien armés. L'*International Crisis Group* estime les forces locales à 250 000 troupes. Malgré les réorganisations récentes, des membres du TPFL continuent d'occuper des postes importants au sein de l'armée fédérale.

De plus, deux des principales bases militaires éthiopiennes se trouvent au Tigré et comptent dans leurs rangs de nombreux Tigréens. La capacité du gouvernement à les maintenir sous son contrôle devrait être testée dans les premiers instants du conflit. À noter qu'en 1990, le TPFL avait précipité la chute du régime par la prise de Massawa, principal accès à la mer du pays à l'époque. Géographiquement cette éventualité est moins probable aujourd'hui, l'accès s'étant déplacé vers Djibouti, dont le Tigré n'est pas frontalier.

✔ **Notre opinion** – *Si le conflit n'en est qu'à ses premiers jours, la puissance militaire et l'expérience dont jouit le Tigré, ainsi que le rôle actif qu'a joué le TPLF dans l'escalade des tensions, ne jouent pas en faveur d'une confrontation brève. Pour le moment, Abiy Ahmed refuse toute médiation extérieure, réaffirmant qu'il s'agit d'une question de sécurité interne à l'Éthiopie. Si le conflit s'installe dans la durée, cela ne jouera pourtant pas en sa faveur, tant il devra contenter des intérêts divergents dans une situation économique fortement détériorée.*

Article publié le 13 novembre 2020 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos publications en libre accès sur Internet :

Date	Titre	Thème
17/11/2020	<u>BCE – Chroniques virtuelles de Sintra</u>	UE
13/11/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
10/11/2020	<u>L'OBSERVATOIRE financier des Entreprises Agroalimentaires</u>	Agri-agro
10/11/2020	<u>Inde – Comme une petite lueur dans le noir</u>	Asie
10/11/2020	<u>Embellie sans lendemain ? Dessiner 2021</u>	UE
09/11/2020	<u>UE – Commission européenne : les prévisions d'automne annoncent un gel hivernal sur la croissance</u>	UE
06/11/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
03/11/2020	<u>Secteur bancaire – Les monnaies digitales de banque centrale : opportunité ou menace pour les banques ?</u>	Banques
03/11/2020	<u>États-Unis : la crise de légitimité</u>	États-Unis
03/11/2020	<u>Russie – La stratégie d'hibernation ?</u>	Russie
02/11/2020	<u>Italie – Conjoncture, Flash PIB : estimation au T3</u>	Italie
02/11/2020	<u>Zone euro – Conjoncture, Flash PIB : première estimation au T3 2020</u>	UE
02/11/2020	<u>UE – Apprendre à vivre avec : ce que cela signifie pour le scénario de croissance</u>	UE

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques** : Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.